

Global Service Delivery Model

Statement on behalf of Canada, Australia and New Zealand (CANZ)

Kent Vachon, Counsellor, Permanent Mission of Canada

15 March 2019

Thank you, Madam Chair.

I am speaking on behalf of Australia, New Zealand and my own delegation, Canada.

And thank you, Assistant-Secretary-General Saunders and Chairman Terzi, for your presentations of the reports of the Secretary-General and the ACABQ.

There is another presentation that relates to today's item: that of Secretary-General Guterres, briefing on 1 March on the UN's alarming financial situation.

On March 1<sup>st</sup> and again at the opening of this Resumed Session, delegations spoke to the need for fiscal discipline.

It is apparent that the UN's overall assessed contributions budgets will not increase significantly in the near-term.

In addition, higher budget levels would not lead to an improved UN financial situation.

At the same time, the General Assembly and other governing bodies have been adding mandates faster than old ones are concluded.

Madam Chair,

Fifth Committee has been very diligent in finding efficiencies and cutting support costs to make space in the Budget for new mandates.

With GSDM, we have a proposal that has identified savings of \$49 million in the next five years, followed by \$23 million per year thereafter.

The choice before 5<sup>th</sup> Committee is clear: generate savings in the back office functions of this Organization or watch funds available for mandate delivery spread ever more thinly.

This is the reality we collectively must face, and implementation of the Global Service Delivery Model is a part of the solution.

Madam Chair,

CANZ's position on GSDM remains unchanged: we support the Secretary-General and his reforms.

We support a more efficient and effective UN, with resources shifted from support costs to delivering the UN's value-added.

CANZ has consistently supported a technocratic process and respected the outcome.

This proposal supports the Secretary-General's management reforms as already approved by the GA; realizes tangible and identifiable *Umoja* benefits; and accords with the GA's resolution 72/262 C.

The ACABQ has endorsed the Secretary-General's proposal.

The GA should do the same.

Madam Chair,

It is unrealistic to believe that a better outcome would be possible through a political exercise. That would likely lead to a proliferation of centres and the loss of all savings and efficiencies.

The alternative to the GA-mandated process followed by the SG is the *status quo*, with services delivered inefficiently, expensively and inconsistently, and almost entirely in only one of the UN's languages.

CANZ is pleased that the GA's emphasis on multilingualism has been taken into account, and that the efficiencies and effectiveness gains achieved through GSDM will support improved service to UN staff as well as free resources for improved delivery of the full range of the UN's important mandates.

Thank you Madam Chair.

Modèle mondial de prestation de services

Allocution au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (CANZ)

Kent Vachon, conseiller, Mission permanente du Canada

15 mars 2019

Merci, Madame la Présidente.

Et merci, Monsieur le Secrétaire général adjoint Beagle et Monsieur le Président Terzi, d'avoir présenté les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Il existe une autre présentation qui aborde la question à l'ordre du jour aujourd'hui et c'est la présentation donnée par le Secrétaire général António Guterres le 1<sup>er</sup> mars, qui résume la situation financière alarmante de l'ONU.

Le 1<sup>er</sup> mars et encore une fois à l'ouverture de cette reprise de session, les délégations ont parlé du besoin de discipline budgétaire.

Il est évident que le budget global des contributions obligatoires de l'ONU ne subira aucune augmentation considérable à court terme.

En outre, des niveaux budgétaires plus élevés ne permettraient pas d'améliorer la situation financière de l'ONU.

En même temps, le rythme auquel l'Assemblée générale et d'autres organes directeurs ajoutent des mandats dépasse celui auquel les anciens mandats peuvent être exécutés.

Madame la Présidente,

La Cinquième Commission a fait preuve d'une grande diligence pour trouver des gains d'efficacité et réduire les dépenses d'appui afin de faire de place à de nouveaux mandats dans le budget.

Avec le Modèle mondial de prestation de services, nous avons une proposition qui prévoit des économies de 49 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, puis de 23 millions de dollars par année par la suite.

Le choix qui s'offre à la Cinquième Commission est clair : réaliser des économies dans les fonctions administratives de l'Organisation ou assister à une plus vaste dispersion des fonds disponibles pour l'exécution des mandats.

C'est la réalité à laquelle nous devons collectivement faire face, et la mise en œuvre du Modèle mondial de prestation de services fait partie de la solution.

Madame la Présidente,

La position de CANZ demeure inchangée : nous soutenons le Secrétaire-Général et ses réformes.

Nous soutenons une Organisation plus efficace et capable, avec des ressources déplacées des coûts de support vers la réalisation de la valeur ajoutée de l'ONU.

Le groupe CANZ a toujours appuyé un processus technocratique et respecté les résultats.

Cette proposition appuie les réformes de gestion du Secrétaire général déjà approuvées par l'Assemblée générale, permet d'obtenir des avantages tangibles et identifiables pour *Umoja* et est conforme à la résolution 72/262 C de l'Assemblée.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a donné son aval à la proposition du Secrétaire général.

L'Assemblée générale devrait faire de même.

Il n'est pas réaliste de croire qu'un exercice politique permettrait d'obtenir de meilleurs résultats. Cela entraînerait probablement une prolifération de centres et la perte de toutes les économies et de tous les gains d'efficacité.

L'autre solution au processus mandaté par l'Assemblée générale et adopté par le Secrétaire général est le *statu quo*, avec des services fournis de manière inefficace, coûteuse et incohérente, et presque entièrement dans une seule des langues de l'ONU.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se réjouissent que l'accent mis par l'Assemblée générale sur le multilinguisme ait été pris en compte et que les gains d'efficacité et d'efficience obtenus grâce au Modèle mondial de prestation de services permettront d'améliorer les services offerts au personnel de l'ONU et de libérer des ressources afin de mieux remplir l'ensemble des mandats importants de l'ONU.

Merci, Madame la Présidente.